

IWAGU

Burundi

LES VOIX DU BURUNDI



MOTO-SANILI MUGABO MWIZA
LA SOCIÉTÉ SANLI AFRIQUE DÉVELOPPEMENT SARL
Burundi



GARANTIE :
6 MOIS OU 6000 KM DE PARCOURS,
PÉRIODE PENDANT LAQUELLE
TOUTES LES PIÈCES ÉCHANGÉES
SONT ENTIÈREMENT
À LA CHARGE DE LA SOCIÉTÉ

MOTEUR DE QUALITÉ
IMBATTABLE.
MOTO DES MONTAGNES
ET DES VILLES.
SERVICE APRÈS
VENTE ASSURÉ
TOUTE LA VIE
DE LA MOTO.

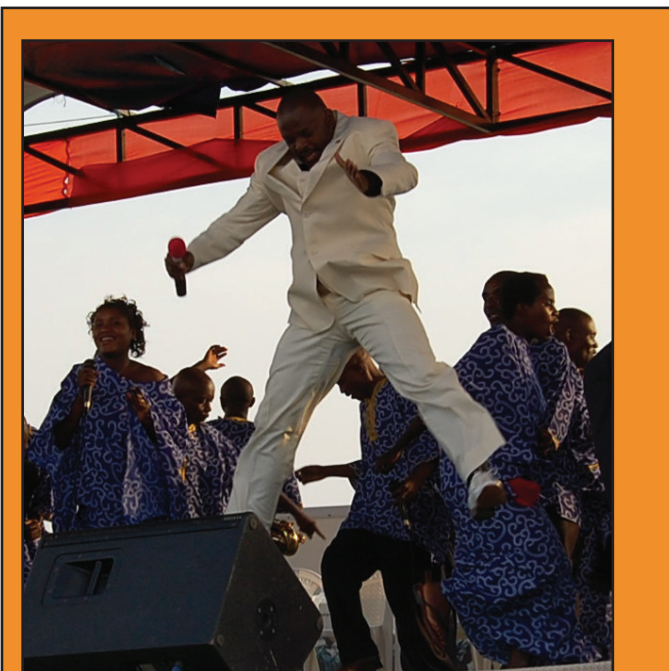
Quartier Asiatique
B.P. 7344, avenue Songa 5.872
Tél.: 22252626

Vendredi 09 janvier 2009 - n°15

Avenue de France n°6 (Bujumbura)/ Tél.: 22258957

1000 Fbu

L'U.P.D. fait-il peur au CNDD-FDD ?



Président Pierre Nkurunziza lors de la croisade évangélique à Gatumba



Riziki, une fille à la voix « d'Or »

POLITIQUE

2009. Les grands chantiers

Page 2

ECONOMIE

Budget de l'Etat 2009 : deux photocopieuses et trois imprimantes à 42 millions Fbu !

Page 7

SOCIÉTÉ

Kirundo : risque d'une nouvelle famine!

Page 11



GROUPE LADAK s.p.r.l

Votre partenaire d'affaires au Burundi

www.grouperladak.com

Tél: (257) 22 22 32 10



2009. Quelques grands chantiers

Une année avant les élections. Les états major des partis politiques pensent déjà aux stratégies et s'arment pour le grand match. Partout dans le pays, c'est l'effervescence politique. Pour calmer le jeu, le gouvernement est obligé de relever certains défis. Il s'agit, entre autres d'assainir le processus électoral, de mettre en application des accords signés avec le Palipehutu-FNL, de désarmer la population.

Il est prévu en 2010 des élections communales, sur les collines et au niveau national. Une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dont les missions sont multiples devrait rapidement être mise sur pied.

Il faudra qu'avec l'année en cours, la Commission s'attelle à la préparation matérielle des élections. Il s'agit notamment de mobiliser les fonds et le matériel de vote, promulguer le code électoral, recenser la population en âge de voter, développer les capacités des agents électoraux. La tâche ne lui sera pas facile car le temps est très court (une année presque). Dans d'autres pays, comme au Bénin, le cycle électoral dure au moins deux ans. Et cette préparation n'empêche, quelque fois, certaines irrégularités qui débouchent sur des violences.

Une année suffira-t-elle aux Burundais de prouver leur maturité politique ? Un premier obstacle, et non des moindres, risque d'allonger les délais...

Nombre d'observateurs pensent qu'il ne peut y avoir des élections saines sans que le gouvernement et le Palipehutu-FNL n'aient terminé la mise en application des accords. Pour cela, les combattants de ce mouvement doivent intégrer les corps de défense et de sécurité, d'autres seront démobilisés. Ce mouvement doit aussi participer aux différentes institutions de la République. Il devra se transformer en parti politique et entrer dans la compétition électorale. Dans le cas contraire, la population se sentira dans l'insécurité et ne pourra pas répondre massivement aux scrutins. Le gouvernement et le Palipehutu-FNL sont dans l'obligation de penser à l'in-

térêt général de la population et cesser des spéculations politiques. Une bonne volonté politique doit les animer. Il faut un calendrier précis d'application des accords signés par les deux parties. Sinon, il sera difficile de ramener ce mouvement une fois retourné dans le maquis. Plus de 21 mille combattants du "dernier" mouvement rebelle attendent leur rassemblement, à en croire leurs dirigeants. Et ils sont armés autant que l'est une bonne partie de la population civile. Donc, un autre frein à un processus électoral normal.

Les armes qui pullulent dans la population constituent un danger. Des gens meurent chaque jour déchiquetés par des grenades ou fusillés. Les élections ne peuvent pas se dérouler dans une telle insécurité. Elle dégage d'ailleurs deux possibles scénarios: soit la population aura peur de se présenter aux urnes, soit elle votera le canon du fusil à la tempe. Le gouvernement doit

s'inspirer des expériences d'autres pays qui ont vécu la même situation que le Burundi. Le Libéria, l'Afrique du Sud peuvent nous servir d'exemples. La Commission Vérité et Réconciliation est aussi importante pour le bon déroulement des élections de 2010. Pour cela, elle peut arrêter et proposer toute mesure politique, sociale ou autre visant à favoriser le pardon et la réconciliation.

Un volcan dormant : les réfugiés ! La Tanzanie qui héberge le gros des réfugiés burundais est en train de fermer les camps. Le gouvernement burundais est dans l'obligation de mettre en place des mécanismes d'accueil fiables. Le conflit foncier constituant le gros des procès actuels, le gouvernement devra renforcer le pouvoir de la Commission Nationale Terres et autres Biens. Il faudra aussi songer à la redistribution des terres faisant partie du domaine public ou privé de l'Etat. L'attribution des terres domaniales devra donc tenir compte de nou-

veaux besoins en matière de réinstallation des réfugiés.

Dans certaines provinces comme Kirundo, des gens recommencent à fuir le pays vers le Rwanda. Objectif: recherche du pain quotidien. Le gouvernement et d'autres intervenants doivent trouver d'autres mécanismes de lutte contre cette pénurie alimentaire. Cette situation risque de gagner d'autres régions du pays. Le gouvernement doit prendre au sérieux cette situation car même les rapatriés risquent de retourner en exil. Qui va alors élire en 2010?

Sans pour autant être exhaustif, ces quelques exemples sont éloquentes pour montrer à leurs excellences mesdames/messieurs les Ministres qu'ils doivent exceller au cours de cette année afin de mériter réellement ce qualificatif.

Léandre Sikuyavuga

Croisade évangélique de la famille présidentielle



La famille du Président de la République du Burundi, Pierre Nkurunziza, vient d'organiser une croisade du 26 au 31 décembre 2008 dans la zone Gatumba, commune Mutimbuzi. Son objectif était de louer Dieu pour tous les bienfaits qu'il a accordés au Burundi et surtout préservé la vie du président de la République. A l'ouverture de la croisade, les plus hautes autorités du pays avaient fait le déplacement vers Gatumba pour aider le numéro un burundais à remercier le bon Dieu. On citera le président de l'Assemblée Nationale et celui du Sénat, des parlementaires et ministres. Certains diplomates accrédités à Bujumbura étaient présents. Les cérémonies étaient de mise. Des pasteurs en provenance de la République Démocratique du Congo et des Etats-Unis d'Amérique étaient venus se joindre à la famille présidentielle. Différentes chorales locales et celles officiant au Rwanda et du Congo démocratique ont agrémenté la journée. Pierre Nkurunziza accompagné de son fils ainsi que la chorale « Komeza gusenga » ont accueilli les invités par différentes chansons religieuses.

Dimanche 28 décembre, le Chef de l'Etat a rendu un témoignage vibrant au bon Dieu pour les miracles faits pour le pays. Il a cité entre autres le fait de l'avoir gardé comme Président de la République pendant trois ans, la prospérité du pays surtout dans le domaine de l'agriculture. Le Chef de l'Exécutif burundais a remercié le Tout Puissant de la sécurité qui prévaut dans le pays, en témoigne l'existence de nouveaux centres urbains, de nombreuses écoles qui sont construites dans tout le pays. La croisade s'est clôturée mercredi 31 décembre dans une ambiance de fête.

Dieudonné Hakizimana

Spectacles : plus de salles au Burundi!

Impossible de trouver une salle de spectacle équipée à cet effet sur tout le territoire national. Le manque d'entretien pour celles qui existaient et d'investissement pour en construire de nouvelles explique cette pauvreté en infrastructures dédiés à l'art.



Photo Iwacu

La salle de spectacle du lycée de Rutovu

« Nous y faisons des entraînements, mais on nous a chassé. Et depuis un mois, nous n'avons plus d'activités régulières, par manque de local adéquat » se plaint une danseuse de salsa du groupe La Noblessa. La demoiselle évoque la salle de l'Odéon Palace. Elle coûtait certes cher pour la location, et avec cause car elle avait le mérite d'être bien construite. Deux niveaux, le parterre et les gradins, avec une très bonne visibilité. Autour de 700 places assises. Et une bonne acoustique, couplée à un éclairage décent. Hélas ! Le tout vient de se faire racheter par une église.

Les mordus de théâtre ou les mélomanes assoiffés de concert bien sonorisé se rabattaient sur la salle du Centre Culturel Français de Bujumbura. Propriété de l'Ambassade de France, elle est pour le moment en rénovation. « La salle était abîmée, et il n'y avait plus d'investissement depuis vingt ans dans ce domaine » rapporte le directeur du CCF, Laurent Rigaud. Et les travaux

dureront jusqu'au début de mars 2009.

Au Centre Jeunes de Kamenge, un complexe culturel qui accueille près de 30.000 jeunes des quartiers Nord de Bujumbura, même carence. Ce qui tient lieu de salle de spectacle est une vaste salle rectangulaire, plate et sommairement équipée.

A l'intérieur du pays, la même préoccupation.

Au lycée de Rutovu, la salle de spectacle, l'une des plus belles du Burundi dans les années 1970 et 1980 selon un artiste burundais qui y a étudié avant de gagner l'Europe, est en décrépitude. Des lumières de scène, il n'en reste que des ... vides. Aucune chaise.

Le directeur d'internat indique que le lieu sert maintenant aux réunions des élèves. Il est vrai qu'elle a dû être fermée depuis dix mois, sous ordre du nouveau directeur de l'établissement, Nitunze Joachim : « Lors des



Photo Iwacu

spectacles venaient des gens de l'extérieur, et cela causait des actes d'indiscipline. » Mais le fait est que cet internat qui accueille 865 élèves manque de moyens pour restaurer sa salle, et « faire revivre l'expression des deux cultures : celle du Kirundi et du Français, les deux langues que les élèves utilisent » selon Nitunze Joachim qui dirige pourtant un établissement secondaire classé parmi les premiers en termes de réussite au niveau national.

A Gitega, la situation semble 'meilleure'. Le père Vincent Bandeba, directeur du Lycée Notre Dame de la Sagesse vient de réaménager la salle de spectacle du lycée : « Elle compte 300 places assises, avec 250 chaises en plastique déjà fournies. Les travaux de réfection concernaient la scène. » Mais là encore, l'indispensable manque : pas de toilettes ! Encore moins de sonorisation ou de ventilation. « Si il y avait un sponsor pour nous aider à construire les latrines, nous pourrions normalement fonctionner » indique le père Bandeba, à la tête d'un internat mixte de près de huit cent élèves.

accueille de tout : « Nous avons en moyenne et par année de cinquante à soixante 'dates'. Et les spectacles comprennent aussi bien le théâtre que les concerts, les projections, ou les conférences. » Et à cet effet, il faut avoir des chaises qui présentent un confort optimal, avec des accoudoirs. Pour un lieu qui accueillera 250 personnes en places assises, il faut évidemment un système de prévention d'incendie. En poste à Bujumbura depuis deux ans et demi, le directeur du CCF rappelle qu'« une salle de spectacle n'est pas qu'un toit et des chaises. Il y a tout un investissement technique derrière, concernant la sonorisation et les lumières notamment et des techniciens chargés de l'entretien. » La note de toutes ces modifications s'élève à près de 140 mille Euros, soit plus de deux cents millions de francs burundais.

Roland Rugero

Un bien triste Palais



Photo Iwacu

Vue du plancher de la scène du Palais des Arts

La salle est rectangulaire, vide. Elle peut accueillir 500 places assises. Pas de sonorisation, ni de ventilation, le faux-plafond est assez haut pour laisser passer assez d'air. Aucun mobilier. Nous sommes dans le Palais des Arts. Derrière les hauts rideaux en violet, le plancher est vieux et il s'y dégage une odeur de mois. Aucun équipement particulier pour l'éclairage. Des chaises poussiéreuses et sans coussins emplit un local, et des emballages de biscuits parsèment ça et là le ciment. Plus bas, dans ce qui semble être les coulisses règne des relents d'urine. Ce qui rappelle les propos de cette employée burundaise dans une ambassade à Bujumbura : « Imaginez qu'elle est notre honte quand on doit accueillir pour des manifestations culturelles, des diplomates dans un endroit pareil... » De jeunes locataires ont gravé leurs brefs passages sur les murs du bâtiment : « I love u » ou autres « Boys ». La peinture autrefois blanche tourne au gris poussiéreux... et à travers les vitres brisés des lieux, on aperçoit des bus rangés de l'autre du mur. C'est un terminus et il n'y a pas longtemps, le pied des murs ex-

érieurs du Palais étaient des urinoirs publics. L'empesant odeur a baissé avec la surveillance accrue des lieux, mais s'y ajoutent désormais de grosses taches noires d'huile de voiture.

Et pire, pour ce bâtiment qui jouxte le Tribunal de travail de Bujumbura, impossible d'y trouver un extincteur. Pourtant, il est devenu un centre d'attraction fort prisé depuis que des artisans kenyans viennent y exposer leurs produits. Et des centaines de personnes affluent chaque jour, dont des touristes, surtout en ces fêtes de fin d'année.

Jean Marie Vianney Rugerinyange, Directeur des Arts et Spectacles au ministère en charge de la Culture est laconique : « Le gouvernement n'a pas de politique concernant les salles de spectacles au Burundi. Et la raison est simple ; il n'y a pas de budget. » Le seul projet, selon ce haut fonctionnaire, est celui qui concerne la rénovation justement du Palais des Arts, pour le mettre aux normes internationales. Coût du projet évalué en partenariat avec l'UNESCO : « Près de 500 millions de nos francs. »

Les salles de spectacle se construisent aussi en fonction des activités à accueillir : elles varient ainsi des amphithéâtres, aux arènes, salles de cinéma, de concert, de théâtre ou de congrès, club de jazz ou opéras. On est en droit donc de dire que la seule salle de spectacle viable au Burundi est ... le Palais des Congrès de Kigobe ! On a d'ailleurs vu Serge Nkurunziza y donner un concert. Mais les Honorables députés y tiennent des séances autrement plus importantes que les projections de films ou les séances d'*ibicuba*- les poèmes pastoraux burundais. Avec l'entrée du Burundi dans l'East African Community, il s'avère pourtant nécessaire d'en construire de nouvelles, ou de réaménager celles qui existent. Car une salle de spectacles devient un pôle d'attraction : des boutiques naissent aux abords et le lieu acquiert à la longue une certaine aura psychologique. Ce n'est pas sans émotion qu'un artiste vous parle de son passage au Palais de Bercy...



Photo Iwacu

La salle du Centre Culturel Français, un modèle

Une salle de spectacle requiert des installations spécifiques. Laurent Rigaud, directeur du Centre Culturel Français de Bujumbura en indique deux : « Il y avait deux écueils quand je suis arrivé : la climatisation était défectueuse du fait que le toit est en fibrociment. Ensuite les ins-

tallations électriques et l'éclairage n'étaient plus aux normes internationales. » Et il faut se garder de faire des toits métalliques, car il y a trop de nuisance sonore quand il pleut. Le souci de visibilité de la scène pour tous les spectateurs fait que la salle du CCF est en légère pente. D'autre part, Laurent Rigaud entend remplacer les chaises de la salle polyvalente du CCF, qui

La fièvre monte dans le football burundais

Un groupe d'initiative composé d'anciens dirigeants et encadreurs dans les clubs, les associations et la Fédération a tenu une conférence de presse ce lundi 29 décembre à l'hôtel Méridien. Il accuse les dirigeants actuels de la Fédération de Football de mauvaise gestion. Ces derniers s'en défendent. C'est à coup de conférences de presse interposées que les deux camps vont s'expliquer.



Madame Lydia Nsekera, présidente de la FFB



Dr Alphonse Rugambarara, président du club Prince Louis

Le torchon brûle entre la Fédération de Football du Burundi (FFB) et certaines personnalités du football. Après la défaite des hirondelles (Equipe Nationale du Burundi) le 12 octobre dernier face au Burkina Faso, les réactions des joueurs et des acteurs du ballon rond étaient restées jusque-là discrètes. Dans une interview publiée dans notre journal n°11 du 7 novembre, Juma Mossi, ancien capitaine des Intamba jette le pavé dans la marre : « le football ne se joue pas dans un bureau », en faisant allusion au niveau du football burundais qui est à son plus bas niveau.

Dans une correspondance intitulée « Qui va sauver le Football burundais ? » adressée au Président de la République, le 14 novembre, une union de joueurs et cadres sportifs dénommée groupe d'initiative pour le redressement du Football burundais attaque le comité exécutif de la FFB. Les Dix sept signataires du groupe d'initiative dont Juma Mossi, le Dr Alphonse Rugambarara, Président du club Prince Louis, ancien ministre des sports et ancien Président de la FFB mettent en cause la gestion administrative, technique et finan-

cière de la FFB, caractérisée, selon eux, par la corruption et l'intimidation.

Explication médiatique

C'est à coup de conférence de presse interposée que les deux camps vont s'expliquer. La Présidente de la FFB, Mme Lydia Nsekera, en premier, le 23 décembre, au siège de la Fédération.

Elle défie ses détracteurs de prouver leurs accusations de gestion opaque

Dans le document adressé au Président de la République, le groupe d'initiative reproche à la présidente de la FFB, le manque d'initiative pour remonter le niveau malgré un budget de deux milliards de Fbu durant son mandat de quatre ans. Mme Lydia Nsekera défend que Jérôme Champagne, l'ambassadeur de la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) a apprécié la gestion de la Fédération burundaise. Par ailleurs, elle a ajouté que l'Assemblée Générale de la FFB ne s'est jamais plainte et ne comprend pas pourquoi seul un président de club à savoir

le Dr Alphonse Rugambarara ait signé le document. A leur tour ce lundi 29 décembre, les représentants du groupe d'initiative saisissent les médias pour décrier le non recours au mode d'appel d'offre dans l'attribution du marché de construction du siège de la Fédération et le centre technique. Et de préciser que des montants respectifs de 400 mille et 600 mille dollars leur étaient alloués. Ce qui est de leur avis un signe de gestion douteuse. Pour Mme Lydia Nsekera, c'est une aberration car le comité exécutif ne reçoit les clés que lors de la remise des locaux. Qui croire ? Le dépôt du rapport administratif et financier a été annoncé pour ce 25 janvier par la Présidente de la Fédération. Permettra-t-il d'y voir clair ? Wait and see !

Des élections qui aiguissent déjà des ambitions

A deux mois des élections pour la présidence de la FFB (22 février 2009), les esprits s'échauffent. Du côté de la Fédération, on parle de bilan positif mais du côté du groupe d'initiative, on crie au

scandale ! Cette situation ressemble étrangement à celle de 2004 avant l'élection de Mme Lydia Nsekera, à la tête de la Fédération burundaise. Les amateurs du ballon rond se souviennent encore de la passation houleuse entre Mme Lydia Nsekera et son prédécesseur Aimé Moses Baransaniye : « Elle s'est effectuée sans remise et reprise, » a précisé la présidente de la FFB. Selon Mme Lydia Nsekera, l'agitation qui secoue le football ces derniers temps est due aux ambitions de certaines personnes. Elle a déclaré que la propagande pour briguer son poste avait déjà commencé en coulisse depuis quelques semaines. Le scénario de 2004 va-t-il se reproduire ? Le groupe d'initiative a déclaré que le championnat ne devrait pas commencer avant les élections. De l'avis des professionnels du football, il n'y a pas lieu de s'alarmer car les présidents des clubs et les joueurs n'ont pas pris part à ce remue-ménage qui met à jour les rivalités pour le poste de Président de la Fédération.

Dima Nzohabonayo



Un budget qui attise les appétits

Le poste de président de la Fédération de Football du Burundi est un poste très prenant. Il exige une présence presque permanente et pourtant il n'est pas rémunéré. Il relève du bénévolat. Il y a donc lieu de s'interroger sur les convoitises qui se manifestent à chaque élection. Serait-ce pour le seul amour du ballon rond ? Le désir de relever le football ? Certes, il faut avoir la passion du football pour s'engager sur cette voie. Mais les enjeux et avantages financiers liés à ce poste sont intéressants. Depuis quelques années, la FIFA octroie à la Fédération, un subside de 250.000 \$ chaque année pour son fonctionnement et l'appui aux équipes de l'Association. Un montant qui pourrait intéresser plus d'un.